



La Commune



Valls : il y a comme un bruit de bottes dans ce pays...

Valls : il y a comme un bruit de bottes dans ce pays… | Chronique hebdo, 13 août 2013

l'homme se présente sous un jour volontiers ombrageux. Son propos, sous des dehors tranchants, est sentencieux. Point de salut pour ceux qui ne partagent pas son goût des valeurs dites républicaines. Des valeurs communes à toute la classe politique, qui transcendent bien entendu ces virtuels clivages " gauche-droite ". Ministre de l'intérieur " socialiste ", il est le digne descendant de Jules Moch dont la promptitude à mater les grèves ouvrières par le sang n'avait d'égal que son dévouement à l'ordre établi. Quand un gouvernement ne peut apporter aucune solution au chômage, il lui reste ...la matraque. Et le bruit de bottes.

Beaucoup de militants s'étonnent de voir et d'entendre des ministres sociaux-démocrates montrer des incisives autoritaires, intensifier la chasse aux sans-papiers et aux Roms, s'en prendre aux grévistes en proie aux licenciements. Ils sont tentés d'en conclure que la social-démocratie n'est plus ce qu'elle était, le gentil agneau réformiste qui se laissait rattraper par la " real-politique " et tentait de nous aménager " le moindre mal ".

Une sale tradition contre-révolutionnaire

Depuis un siècle, la social-démocratie est l'agence de la bourgeoisie dans le mouvement ouvrier. En 1914, elle a exhorté les travailleurs à aller se faire massacrer et mutiler pour les marchands de canons et pour le partage du monde entre rapaces impérialistes. En France, comme en Allemagne. En 1919, elle a créé en Allemagne les corps-francs, chargés de décimer l'avant-garde ouvrière spartakiste et à assassiné Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, les deux meilleurs représentants de l'authentique tradition socialiste internationaliste en Allemagne. C'est dans ces corps-francs que s'est forgé le terrible parti nazi. En 1948, le ministre de l'Intérieur Jules Moch a fait tirer sur les mineurs de fond en grève. En 1956, le chef socialiste Guy Mollet, placé à la tête du gouvernement, a envoyé les jeunes appelés au service militaire " pacifier " l'Algérie au lance-flammes. C'est lui qui a conféré (avec les voix des députés PCF, ne l'oublions pas) les pleins pouvoirs aux généraux et colonels d'Alger, leur donnant du même coup un permis de torturer et de préparer le putsch d'Alger. Un coup d'Etat militaire qui fut, le 13 mai 1958, l'acte " fondateur " de la V^{ème} République.

Quiconque attendrait de la part de la social-démocratie de la mansuétude, de l'humanité et autre chose que de la pusillanimité et des reniements permanents tomberait vite de très haut. Manuel Valls n'est pas, comme on le dit parfois, un " socialiste de droite ". Il s'inscrit pleinement dans la sale tradition contre-révolutionnaire de la social-démocratie. Il s'inscrit dans la lignée de Noske, ce chef de la social-démocratie qui, en 1918, proclamait : " *je fais la révolution comme le pêcheur* ".

Itinéraire d'un enfant gâté

Manuel Valls ne jure donc que par l'ordre et l'autorité institutionnelle. Il occupe, sous la V^{ème} République, un ministère clé : le ministère de l'Intérieur. Ministère de premier plan dans un Etat policier. Il est, après le chef de l'Etat et son Premier ministre, le troisième homme de l'Exécutif.

La fonction créé l'organe, dit-on. Mais, dans le cas de Valls, l'homme semblait être confectionné sur mesure pour habiter la fonction de " premier flic de France ". Il naît à la politique, sur les bancs de l'Université, comme " jeune rocardien " au tout début des années 80. Rocard incarne alors, face à Mitterrand, le " parler vrai ". Un " parler vrai " qui s'oppose à toute velléité de satisfaire des revendications ouvrières " quantitatives " et qui annonce " l'austérité de gauche "... et les premières attaques contre les retraites par répartition.

En 1985, il quitte la Ligue des droits de l'homme qui s'oppose alors à l'extradition par le gouvernement Mitterrand-Fabius de militants d'ETA vers l'Espagne.

Cinq ans plus tard, il deviendra l'attaché de Rocard, devenu Premier ministre de son " adversaire " Mitterrand.

Puis, en 2001, il est élu maire d'Evry. Dès lors, en l'homme, transparaît le policier. Partisan d'une révision de la loi de 1905 de séparation de l'Eglise et de l'Etat (rappelant cyniquement qu'elle est " sans cesse contournée "), il proposera que l'esplanade de " sa " ville soit rebaptisée " Esplanade Jean-Paul II " mais, au nom de la laïcité, il ordonnera la fermeture d'un Franprix Hallal.

En 2007, Sarkozy lui propose de participer à son premier gouvernement, au titre de cette " ouverture " avec les " félons " du PS,

Kouchner-Besson- Bockel. Valls décline l'offre. Mais, lorsqu'il se présentera aux " primaires " du PS de 2011, son programme sera la copie conforme du plan de l'UMP. Adeptes de l'inscription de la " règle d'or budgétaire " dans la Constitution, de la TVA sociale et autres réjouissances réactionnaires, il obtiendra un score inférieur à celui de Ségolène Royal, soit 6%. C'est donc en pleine connaissance de ses options sarkozystes qu'Hollande nommera Valls, ministre de l'Intérieur et des Cultes.

Valls contre les droits de l'Homme

Le résultat ne se fait pas attendre : en 2012, le record d'expulsions de sans-papiers est battu. Valls fait procéder au démantèlement des camps de Roms que la gauche, unanime, dénonçait lorsqu'elle était l'oeuvre de Sarkozy-Guéant. Il fait extradier la militante basque Aurore Martin vers l'Espagne, dont le seul " crime " est un délit d'opinion. Sur les basques, on le voit, il a de la continuité répressive depuis 1985 ! Il fait poursuivre des gens qui manifestent " sans autorisation préalable " de la préfecture, des syndicalistes de Good Year et de PSA qui s'affrontent aux CRS. Dans les commissariats, tombent des " quotas " d'arrestations de sans-papiers, à en écoeurer les pandores eux-mêmes.

Dans le concert islamophobe, il est en première ligne. Comme tant d'autres, il a voté la loi interdisant le voile intégral dans la rue. Une loi qui encourage les agressions contre les femmes musulmanes. Une loi qui, comme à Trappes, met le feu aux poudres. Une loi qui, par effet de retour, nourrit la ferveur religieuse. Et maintenant, il envisage l'interdiction du voile à l'Université, au grand dam de sa collègue de l'enseignement supérieur !

Le FN au secours de Valls

Islamophobe, Valls ? Ne le criez pas trop fort car, selon lui, le terme même d'islamophobie est sujet à caution. Écoutons-le : *" Je suis ministre de l'Intérieur, il ne m'appartient pas de réglementer l'usage d'un mot. Les mots ont un sens, et le terme suscite la polémique. Moi, je choisis ceux que j'emploie. L'important est de souligner une réalité : les actes racistes et xénophobes exercés à l'encontre de nos compatriotes musulmans ont augmenté de 28% depuis 2012 ! [de 31% selon cet observatoire, NDLR] Mais, derrière le mot "islamophobie", il faut voir ce qui se cache. Sa genèse montre qu'il a été forgé par les intégristes iraniens à la fin des années 1970 pour jeter l'opprobre sur les femmes qui se refusaient à porter le voile. "* (<http://tempsreel.nouvelobs.com/politique/20130731.OBS1612/manuel-valls-l-islamophobie-est-le-cheval-de-troie-des-salafistes.html>)

Il ajoute : *" Pour les salafistes, "[l']islamophobie" est un cheval de Troie qui vise à déstabiliser le pacte républicain. "* L'islam n'est pas autre chose que la religion musulmane. L'islamophobie ne désigne pas autre chose que le racisme qui vise les musulmans et qui les vise d'abord et avant tout parce que dans leur grande majorité les musulmans sont arabes ou noirs. Il n'exprime le rejet ou la phobie de cette religion que de façon hypocrite. Valls a comme référence Caroline Fourest, qui a fait de l'islamophobie son fonds de commerce.

A l'écoute de Valls, le FN se lèche les babines :

" Derrière le mot " islamophobie ", il faut voir ce qui se cache. Sa genèse montre qu'il a été forgé par les intégristes iraniens à la fin des années 1970 pour jeter l'opprobre sur les femmes qui se refusaient à porter le voile " : Tiens donc ! Enfin une once de vérité dans ce monde d'amalgame et d'instrumentalisation. " commente Louis Aliot sur le site du FN, qui poursuit : *" Oui, l'emploi du terme " islamophobie " et la mise en cause infamante de tout un chacun qui critiquerait cette religion est une stratégie dans laquelle les gogos, les démagos ou les complices se retrouvent. Et d'ailleurs, le ministre vend la mèche " les salafistes l'utilisent avec un objectif bien clair : empêcher toute critique de la religion et s'opposer aux principes de la République... Pour eux, " l'islamophobie est un cheval de Troie qui vise à déstabiliser le pacte républicain. " Oui, monsieur le ministre et il n'y a pas que les salafistes sauf à considérer que ceux-ci ont colonisé, au moins idéologiquement, des associations telles que SOS-Racisme, le Mrap ou le CCIIF (l'Observatoire contre l'Islamophobie). Car nous sommes poursuivis pour dire cette vérité-là ! "* Il en rajoute encore :

" Et effectivement monsieur le ministre, " une autre loi s'impose à des gens qui ne sont pas de culture musulmane ". Ce n'est pas moi qui le dit ! C'est vous ! Cette autre loi n'est pas républicaine ! Il faut donc la combattre par la réaffirmation de nos principes et faire comprendre à ceux qui ne sont pas bien chez nous, d'aller tenter leur chance ailleurs ! "

" Différentialisme " et totalitarisme

Dans le même entretien cité plus haut, Valls croit détenir les coupables :

" Le nouvel Obs : les mouvements islamistes radicaux exploitent-ils les agressions récentes contre des musulmans ?

Valls : *" A l'évidence. C'est le cas de gens souvent connus de nos services et qui n'hésitent pas, comme à Argenteuil ou à Trappes, à se déplacer dans une ville dont ils ne sont pas originaires pour créer l'agitation. Il s'agit pour eux de conquérir des espaces et des esprits. On observe aussi des intérêts communs entre groupes radicaux, à l'extrême droite et dans une partie de l'extrême gauche que j'appellerai différentialiste, pour créer la confrontation. A nous de tenir bon. "*

Une partie de l'extrême-gauche, dont nous sommes, considère, dans la lignée de Marx et Lénine, qu'il faut abolir toute mesure policière contre toute religion et, partant, qu'il faut faire cesser la persécution insidieuse qui frappe les musulmans en France. Pour nous stigmatiser, Valls forge un néologisme : le " différentialisme ". Un néologisme dont l'antonyme pourrait être...le totalitarisme.

Nous ne nous sommes pas gargarisé, quant à nous, du " droit à la différence " qui couvrait la différence des droits entre " Français " et " immigrés ", entre ceux qui ont des papiers et ceux qui n'en n'ont pas, entre les femmes et les hommes ... En laïques authentiques, nous considérons tout simplement que l'Etat n'a pas à interférer sur les pratiques religieuses individuelles, les tenues vestimentaires qui s'y rapportent. Dans le cas d'une religion minoritaire (en France), cette irruption de l'Etat dans les croyances individuelles cache un racisme profond, viscéral qui n'ose pas dire son nom. C'est ce racisme d'Etat dissimulé qui encourage les agressions islamophobes que Valls prétend combattre tout en refusant de les appeler par leur nom. Simple effet de sa duplicité...

Notons, par ailleurs, que même parmi ses partisans au sein du PS, des voix s'élèvent contre l'islamophobie et l'appelle par son nom. C'est le cas de L. Carvounas, sénateur-maire d'Alfortville qui, dans un courrier à l'Imam de cette commune, écrit " *A l'instar de tous les racismes et toutes les discriminations, l'islamophobie est un fléau qui ronge malheureusement notre société. Notre République se doit de défendre les valeurs de tolérance entre les cultures, et nous ne tolérerons jamais un geste ou une parole de haine contre un musulman. La foi est un acte intime, qui ne peut servir de prétexte à une radicalisation des comportements. La République, c'est la possibilité de pratiquer sa religion librement sans subir aucune intimidation. La liberté de pratiquer l'islam en toute tranquillité, en toute sécurité. En toute fierté.* " Nous sommes d'accord !

Qui " créé l'agitation " à Trappes ?

Reste une question : qui a " créé l'agitation " à Trappes ? Valls répond comme auraient répondu ses illustres prédécesseurs Marcellin dans les années 70 et Pasqua dans les années 80. Nous sommes en effet ici à deux doigts de la théorie du complot international qui déploie des " agitateurs " pour déstabiliser l'Etat. Rien de nouveau sous le soleil caniculaire de Valls, donc. Malheureusement pour lui, à la lueur des faits, ce sont ses contrôles policiers à froid et " bien ciblés " (à l'encontre des musulmans) qui ont " créé l'agitation ", la provocation et cette agitation provocatrice a très vite débouché sur une manifestation spontanée, au cours de laquelle un enfant de quatorze ans a été visé en pleine tête et a perdu en oeil, au flash Ball. Le tout, pour faire respecter une loi que toute une partie des députés de gauche jugeaient nocive et dangereuse. Une loi contraire à l'idée que bien des démocrates peuvent se faire des " valeurs républicaines ". En effet, comme l'a écrit Carvounas : " *La République, c'est la possibilité de pratiquer sa religion librement sans subir aucune intimidation. La liberté de pratiquer l'islam en toute tranquillité, en toute sécurité. En toute fierté.* ". Or, à Trappes, tout commence par l'intimidation policière à l'encontre d'une femme musulmane qui pratique librement et tranquillement l'islam. A Trappes, les provocateurs, ce sont les policiers de...Valls le " socialiste "

Mais, encore une fois, Valls que l'on présente ici ou là comme le " vice-président ", n'a rien d'autre à proposer aux habitants des quartiers populaires que l'intimidation policière. Ni vrai travail, ni vrai salaire.

Dreux ou " le bal des faux-culs "

Après l'affaire de Trappes, survient l'affaire de Dreux. Un magistrat remet provisoirement en liberté trois délinquants condamnés à des peines inférieures à deux ans de prison. Cette décision procède du bon sens : comme nombre de prisons, la prison de Chartres est surpeuplée. Il est communément admis que ce surpeuplement favorise les récidives. Dans ce cas précis, le malheureux magistrat n'a pas pris une initiative isolée. Il ne fait que différer l'exécution des peines de trois mois de prison, pour trois " petits " délinquants. Et, il le fait en stricte application de la loi pénitentiaire de 2009. Commence alors le bal des " faux-culs ", selon l'expression du président de l'union syndicale des magistrats (syndicat majoritaire des magistrats, peu suspect de " gauchisme " ou " d'angélisme " / propos cité par La République des Pyrénées <http://www.larepubliquesdespyrenees.fr/2013/08/06/un-bal-des-faux-culs-sur-air-securitaire,1145306.php>)

Ce magistrat ne fait donc qu'appliquer une loi de droite. Ce qui n'empêche pas le chef de la police de Dreux de s'insurger contre ce magistrat, soudainement accusé de laxisme. Aussitôt, Valls emboîte le pas du policier, allant jusqu'à lui téléphoner personnellement, quitte à mettre Taubira en porte à faux et à provoquer une nouvelle crise au sein de l'Exécutif. Valls n'ignore pas les dispositions de la loi pénitentiaire de 2009. Il est au fait du surpeuplement carcéral.

Mais, Valls n'en a cure, il veut flatter " l'opinion publique " et ses " majorités silencieuses ", il veut à son tour faire croire aux victimes d'agressions, de vols, que tout cela vient du laxisme de la justice. C'est le langage de Sarkozy et des siens expliquant l'insécurité par l'incurie judiciaire qui sape le travail des policiers. " *La sécurité n'est ni de gauche, ni de droite* " assène-t-il. Certes. Mais le discours de Valls sur la sécurité est un discours de droite calqué sur Sarkozy et Copé.

Un nouvel homme fort ?

A ce propos, le journaliste J.M Herzog de la République des Pyrénées (cité plus haut) commente :

" *Quand on se demande ce qui distingue encore la droite de la gauche, il y a un critère : quand la gauche est au pouvoir, la droite se déchaîne sans retenue pour stigmatiser son "laxisme" en matière de police ou de justice, alors qu'à l'inverse la gauche dans l'opposition n'accuse pas la droite au pouvoir d'être timide contre "le crime", mais de s'y prendre en dépit du bon sens en privilégiant aveuglément la répression sur la prévention. La polémique ouverte après la remise en liberté par le parquet de Dreux de trois délinquants arrêtés par la police faute de place dans la prison locale en est une nouvelle illustration qui serait pleinement convaincante si certains à gauche n'avaient pas cédé non plus aux facilités dont la droite est coutumière, qui consiste à soutenir les policiers contre les magistrats dès qu'un incident vient émouvoir l'opinion.*"

Valls soutient donc les policiers contre les magistrats. Cette sale démagogie ne sert qu'une cause : celle de l'autoritarisme et de l'édification d'un Etat policier tourné contre toute la population ouvrière et populaire et contre toute les libertés démocratiques, à commencer par le droit de manifester. Un Etat policier qui a également dans sa ligne de mire le principe de l'indépendance de la Justice. Il y a là de quoi paver la route des droites les plus extrêmes. Un cadeau royal au FN...

Mais, face à toute critique, Valls se cache derrière le paravent de la " république ". Mis en cause (assez timidement, du reste) par les " écologistes ", le ministre de l'Intérieur s'en prend à " *une partie des écologistes qui n'hésite pas à tenir un discours antirépublicain et flirte avec le communautarisme quitte à faire le jeu des extrêmes de tout bord* " (cité par Le Parisien 24/07/2013). Ces " écologistes " avaient simplement noté que " *l'affection proclamée du ministre de l'Intérieur vis-à-vis des Français musulmans, la veille du ramadan, ne semble pas encore totalement partagée par une partie des fonctionnaires sous ses ordres* ". De tels propos seraient donc " antirépublicains " ! En fait, toute remarque, même anodine, qui pourrait porter critique, même à la marge, à l'ordre établi, représente pour Valls un danger. Toute critique du fonctionnement des institutions, selon lui, fait les " jeu des extrêmes ". Quand on entend Valls, on entend comme un bruit de bottes dans ce pays. Hollande lui emboîte le pas ...

Valls veut se poser en nouvel homme fort du régime, dans le contexte de la crise de l'Exécutif et de la crise politique généralisée. Ses déclarations bouffies d'anathèmes et d'autoritarisme visent autant à intimider qu'à séduire. Intimider les salariés, les jeunes et tenter de séduire par un discours dit " sécuritaire " une partie de la population, au moment où le gouvernement ne peut promettre aucune amélioration du sort des gens et au moment où il s'attaque à l'ensemble des acquis sociaux. Valls est en réalité un pur produit de cette social-démocratie en décomposition et des institutions prétendument " républicaines " qui perdent toute attache avec la réalité. Il est l'éminent représentant du " Pouvoir " qui perd pied. Valls, un authentique social-démocrate, autrement dit un anti-ouvrier ennemi de la classe ouvrière. Et qui sera traité comme tel le moment venu par les travailleurs.

Pedro Carrasquedo, Jean-Paul Cros, Daniel Petri, Wladimir Susanj

12 août 2013

Modifié le jeudi 28 novembre 2013

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>